

Accord entre Dexia BIL et Northstar Europe

Dexia BIL et Northstar Europe S.A., société canadienne basée au Luxembourg, ont conclu un accord de coopération en vue de favoriser les exportations des PME. La banque assurera le financement des crédits accordés (maximum 5 millions d'euros par projet) par Northstar qui coopère avec l'Office du Ducreire et la SNCI.



LE CHIFFRE DU JOUR

112

net bancaire (équivalent du chiffre d'affaires) est en progression de 10 % à 5,30 milliards d'euros.

La banque Crédit Agricole a enregistré au premier trimestre un bénéfice net plus que doublé (+112 %) à 1,0 milliard d'euros, conforme aux attentes, porté par l'ensemble des métiers et la baisse de ses activités en cours d'arrêt. Le produit

Luxembourg Business Compass

by KPMG and Luxemburger Wort

Les résultats de l'enquête menée en avril auprès des entreprises luxembourgeoises

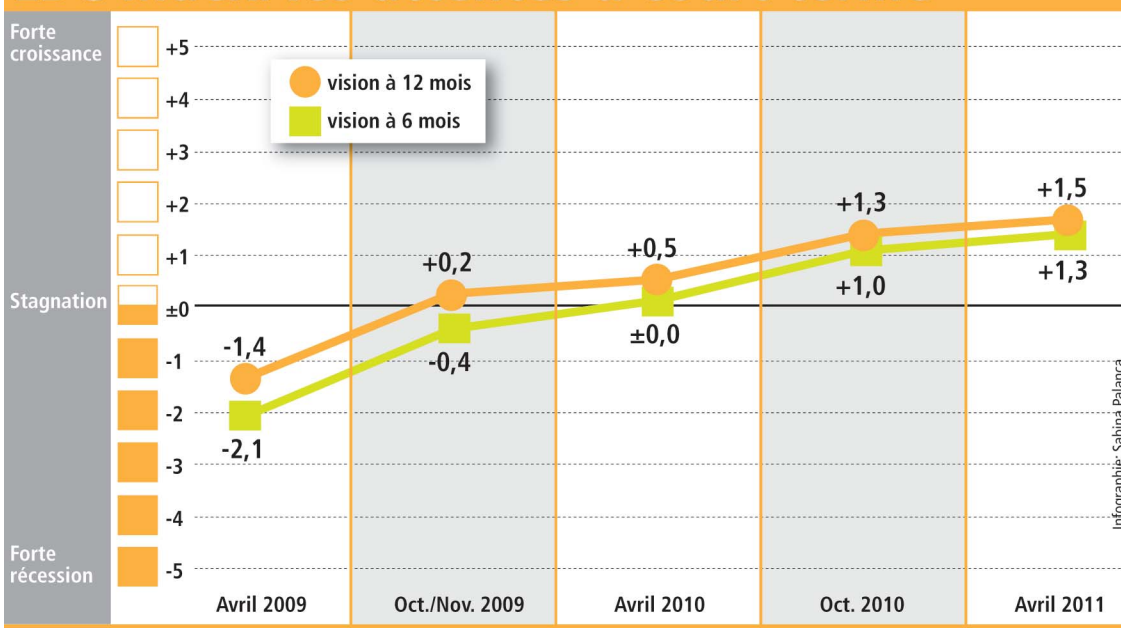
De l'optimisme mais pas d'euphorie

Les entrepreneurs luxembourgeois récupèrent lentement mais sûrement un moral qui, il faut l'espérer, tend résolument vers le beau fixe. Le *Luxembourg Business Compass Index*, baromètre semestriel de leur vision de l'évolution de l'économie luxembourgeoise à court terme, s'est établi à +1,5 (vision à douze mois), au plus haut depuis le lancement de cette enquête menée par l'*Institut für Demoskopie Allensbach* pour le compte de KPMG et du *Luxemburger Wort*.

Le *Luxembourg Business Compass Index*, établi en avril 2009 pour la première fois, affiche depuis une courbe ascendante (voir l'infographie) et, confirmant les résultats de l'enquête d'octobre 2010, se positionne à +1,5 (douze mois) et +1,3 (six mois). Ces indices reflètent la vision à court terme des chefs d'entreprise (ou hauts responsables) luxembourgeois.

Certes, le recouvrement de l'économie luxembourgeoise n'atteint pas encore, à leurs yeux, des sommets et, même si la progression notée entre octobre 2010 et avril 2011 n'est guère fulgurante, elle n'en constitue pas moins une tendance favorable qui colle d'ailleurs avec les indicateurs et prévisions du STATEC. «Que ce soit sur six ou douze mois, il n'y a pas d'explosion de l'indice, les attentes ne sont pas euphoriques mais la tendance

LBC Index: les attentes à court terme



montre une stabilisation» de la reprise de l'économie, résume Georges Bock, associé et membre du comité exécutif de KPMG à Luxembourg.

D'ailleurs, à la question de savoir quand l'économie retrouvera de son allant, plus de la moitié (69 %) des responsables d'entreprise sondés estiment que la reprise est déjà en cours, ou qu'elle interviendra dans les quelques mois à venir. Ils n'étaient que 46 % à penser de même en octobre 2010. «C'est un consensus très fort», confirme Georges Bock.

Cet optimisme relatif des responsables économiques luxembourgeois se traduit de manière

très concrète au sein même des entreprises: ainsi, à la question de savoir «quelles actions envisagez-vous dans votre entreprise dans les six prochains mois», les mesures «négatives» n'ont plus la cote. Seuls 39 % des sondés envisagent encore de réduire leurs dépenses alors qu'ils étaient 91 % à l'envisager en avril 2009, au plus fort de la crise.

Dans le même ordre d'idées, ils ne sont plus que 8 % (contre 42 % en avril 2009) à envisager de supprimer une activité au Luxembourg ou 10 % (contre 28 %) à fermer ou réduire leur présence dans le pays. Voilà qui permet de dire que les approches entrepre-

neuriales les plus radicales (même si elles sont parfois nécessaires) perdent du terrain.

Autre donnée intéressante: 26 % des sondés indiquent que le chiffre d'affaires de leur entreprise a déjà retrouvé son niveau d'avant la crise, alors que 25 % disent n'avoir pas été affectés par ladite crise. Par contre, 19 % pensent ne retrouver leur niveau que dans les deux ans et 23 % dans les six à douze mois.

En outre, relève l'associé de KPMG, le marché de l'emploi qui réagit avec un temps de retard sur la reprise économique donne lui aussi les signes d'une vigueur retrouvée, les entrepreneurs se dé-

clarant demandeur d'une main-d'œuvre hyperqualifiée. «Tous ces messages sont cohérents, tous les indicateurs vont dans le sens de la stabilité», insiste Georges Bock, qui mentionne encore le fait que les entreprises se disent prêtes à investir à nouveau.

Et maintenant? Faut-il prioritairement prendre des mesures pour stimuler l'économie ou faut-il plutôt réduire le déficit public? 56 % des sondés se disent favorables à la première suggestion, 43 % optent pour la seconde (1 % ne répond pas).

■ LB

Méthodologie

L'*Institut für Demoskopie Allensbach* a sondé les plus hauts responsables (propriétaires, *chief executive officers* ou *chief financial officers*...) de sociétés constituant un panel représentatif des entreprises luxembourgeoises de plus de 90 salariés. Cette liste a été établie sur base du relevé Les principaux employeurs du Luxembourg d'après l'effectif classés par branche d'activité économique du STATEC et comprend des entreprises de tous les secteurs d'activité, avec une pondération en raison de leur apport au PIB du pays. L'enquête s'est déroulée du 1 au 20 avril et, au total, 80 dirigeants d'entreprise ont répondu au questionnaire de l'institut.

Portugal

En récession

Le commissaire européen aux Affaires économique, Olli Rehn, s'est dit hier confiant que le plan de sauvetage du Portugal pourrait être entériné lors d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro, lundi à Bruxelles. Cet accord interviendra alors que l'économie portugaise est entrée officiellement en récession, se contractant de 0,7 % au premier trimestre, après un premier recul de 0,6 % du PIB au trimestre précédent, plus important que prévu, selon les chiffres de l'Institut national des statistiques publiés hier. Ce retour de la récession, dont le Portugal était sorti fin 2009, intervient avant même la mise en application des nouvelles mesures de rigueur prévues en échange de l'aide financière de 78 milliards d'euros, négociée entre le gouvernement démissionnaire, l'UE et le FMI.

Les prévisions économiques de printemps de la Commission européenne

En phase avec le Statec

La Commission européenne a confirmé hier ses prévisions de croissance économique pour cette année et l'an prochain en zone euro, mais elle a révisé à la hausse ses attentes en termes d'inflation. La croissance du Luxembourg est forte, estime la Commission qui relève qu'elle reste cependant sous son niveau moyen d'avant la crise.

L'économie de la zone euro garde le cap et la Commission européenne continue de tabler sur une progression du produit intérieur brut (PIB) de 1,6 % cette année et 1,8 % l'an prochain, selon ses prévisions économiques de printemps rendues publiques

hier. «La reprise économique en Europe est solide» et pourrait même se traduire par des améliorations «graduelles» sur le marché du travail, a commenté le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn. Mais il a évoqué une série de risques et d'incertitudes liées aux bouleversements politiques au Moyen-Orient, au séisme japonais, aux tensions sur les marchés. Bruxelles a revu à la hausse sa prévision d'inflation pour cette année, à 2,6 % contre 2,2 % auparavant.

Hier également, Eurostat a publié sa première estimation de croissance économique de la zone euro: elle a nettement accéléré en début d'année mais elle ne suffira pas à mettre fin à la crise de la dette, les pays les plus fragiles comme la Grèce et le Portugal

continuant de faire face à de grosses difficultés. Selon Eurostat, le PIB a progressé de 0,8 % au premier trimestre. Le rattrapage a été plus fort que prévu après un quatrième trimestre décevant (+0,3 %), où le froid avait plombé le secteur de la construction. L'Allemagne (+1,5 %) et la France (+1 %), selon des chiffres nationaux, ont particulièrement bien débuté l'année.

Luxembourg: l'économie retrouve de bons niveaux

Dans ses prévisions par pays, la Commission est plus ou moins en phase avec le Statec quant à ses prévisions de croissance de l'économie luxembourgeoise: l'instance européenne table sur 3,4 % en 2011 et 3,8 % en 2012 là où le Statec avance respectivement

3,2 % et 3,5 % (voir *La Voix* du jeudi 12 mai). Qu'importe les chiffres: Commission et Statec sont d'accord globalement pour dire que l'économie du pays revient à un niveau de croissance d'avant la crise mais qu'elle n'est pas prêt de retrouver son niveau moyen historique (4,7 % entre 2000 et 2007, ou 4,3 % entre 1992 et 2006).

Points positifs à l'appui du recouvrement de l'économie, la Commission relève pour cette année un niveau d'investissement dynamique du meilleur effet, de même qu'une belle résistance du secteur financier qui cependant reste soumis aux aléas des marchés internationaux.

Le taux d'inflation devrait rester élevé cette année (3,3 %) pour redescendre à 2,3 % en 2012, toujours selon la Commission.